

| OBJET DE LA CONSULTATION  |
|---|
| <b>Mise en œuvre du programme de surveillance des masses d'eau superficielles continentales de Mayotte au titre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE)</b> |
| <b>MARCHE RÉFÉRENCÉ_2024_SEPR_GSRE_113-02</b>   |
| Marché de prestations intellectuelles   |

**Appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-1 à L. 2124-2 et  
R.2124-1 à R.2124-2.1° du Code de la commande publique**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

**Commun aux 5 Lots**

## Sommaire

|  |    |
|--|----|
| Sommaire.....  | 2  |
| 1. Dispositions générales du contrat.....  | 5  |
| 1.1. Objet.....  | 5  |
| 1.2. Décomposition du marché, estimation et prestations similaires.....                          | 5  |
| 1.3. Représentation et signature des parties.....  | 5  |
| 1.4. Sous-traitance.....   | 6  |
| 1.4.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....                                     | 6  |
| 1.4.2. Paiement direct des sous-traitants.....   | 6  |
| 1.5. Conditions d'exécution des prestations.....   | 6  |
| 1.6. Evolution technologique ou technique.....   | 7  |
| 1.7. Forme des notifications.....  | 8  |
| 1.7.1. Notification des décisions.....   | 8  |
| 1.7.2. Notifications par échanges dématérialisés ou supports électroniques.....                  | 8  |
| 1.8. Dispositions générales :.....   | 9  |
| 1.8.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail.....                 | 9  |
| 1.8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés..... | 9  |
| 1.8.2.1. Intervenants étrangers.....   | 9  |
| 1.8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....                 | 10 |
| 1.9. Caractéristiques du Marché :.....   | 11 |
| 1.9.1. Procédure de Passation.....   | 11 |
| 1.9.2. Forme du marché.....  | 11 |
| 1.9.3. <i>Référence à la nomenclature communautaire - CPV</i> .....                              | 11 |
| 1.10. Nantissement ou cession de créance.....  | 11 |
| 2. Pièces contractuelles.....  | 12 |
| 3. Durée et délais d'exécution.....  | 12 |
| 3.1. Durée du marché.....  | 12 |
| 3.2. Délais d'établissement des prestations et des documents.....                                | 12 |
| 3.3. Support de remise des documents.....  | 13 |
| 4. Prix.....   | 13 |
| 4.1. Unité monétaire.....  | 13 |
| 4.2. Caractéristiques des prix.....  | 13 |
| 4.3. Contenu des prix.....   | 13 |

|  |    |
|--|----|
| 4.4. Variation des prix.....   | 14 |
| 4.5. Clauses de financement et de sûreté.....  | 14 |
| 4.6. Retenue de garantie.....  | 14 |
| 5. Règlement des comptes.....  | 14 |
| 5.1. Transmission des demandes de paiement.....  | 14 |
| 5.2. Modalités de règlement du prix.....   | 15 |
| 5.3. Demandes de paiement.....   | 16 |
| 5.3.1. Demande de règlement.....   | 16 |
| 5.3.2. Solde du marché.....  | 17 |
| 5.4. Délai global de paiement.....   | 17 |
| 5.5. Règlement en cas de cotraitants.....  | 17 |
| 6. Pénalités.....  | 18 |
| 6.1. Délais d'établissement des documents.....   | 18 |
| 6.2. Pénalités.....  | 18 |
| 7. Utilisation des résultats.....  | 19 |
| 7.1. Régime des droits.....  | 19 |
| 7.2. Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique.....            | 19 |
| 7.3. Cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance.....  | 19 |
| 7.4. Droits du titulaire.....  | 20 |
| 8. Arrêt de l'exécution des prestations.....   | 20 |
| 9. Vérification et achèvement des prestations ou missions.....                             | 20 |
| 9.1. Vérification des prestations.....   | 20 |
| 9.2. Validation des prestations.....   | 21 |
| 10. Assurances.....  | 21 |
| 11. Clause de formation.....   | 22 |
| 11.1. Clause sociale d'insertion.....  | 22 |
| 11.2. Volume d'heures réservées.....   | 22 |
| 11.3. Publics bénéficiaires concernés.....   | 22 |
| 11.4. Modalités de mise en œuvre.....  | 23 |
| 11.5. Le contrôle de l'action d'insertion.....   | 23 |
| 11.6. Pénalités pour non-respect des obligations d'insertion.....                          | 23 |
| 12. Clauses de réexamen.....   | 24 |
| 12.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution..... | 24 |
| 12.2. Remplacement d'une partie technique par décision du maître d'ouvrage.....            | 24 |
| 13. Cession et changement de statut du titulaire.....                                      | 25 |
| 13.1. Cession.....   | 25 |

13.2. Changement de statut.....25

14. Résiliation.....25

15. Différends et litiges.....25

16. Dérogations au CCAG-PI 2021 applicable.....26

## **1. Dispositions générales du contrat**

### **1.1. Objet**

La présente consultation a pour objet : Mise en œuvre du programme de surveillance des masses d'eau superficielles continentales de Mayotte au titre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) 2025-2027.

Le réseau de suivi de la qualité des eaux de surface RCS porte sur 20 stations. Les prestations objet du présent marché sont conclues pour une durée ferme de 15 mois comprenant le suivi et l'acquisition des données puis leur traitement et leur bancarisation. Le marché peut être reconduit une fois 15 mois sur demande expresse pour une durée maximale totale de 30 mois.

Les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **1.2. Décomposition du marché, estimation et prestations similaires**

Le marché est décomposé en 5 lots à prix globaux et forfaitaires et ne comporte pas de tranche optionnelle.

- Lot 1 - prélèvements et mesures de terrain pour les matrices eau et sédiments
- Lot 2 - prestations d'analyses sur les matrices eau et sédiments
- Lot 3 - prestations de prélèvement et détermination - diatomées et invertébrés
- Lot 4 - prestations de prélèvement et détermination - poissons
- Lot 5- pilotage, coordination, contrôle et suivi de la bancarisation des autres lots

La consultation et les pièces générales du marché portent sur ces 5 lots.

Une offre, proposée pour un lot ou pour le montant total, dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure, sera considérée comme inacceptable.

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Sauf disposition mentionnée comme se rapportant à 1 lot spécifiquement, les dispositions du présent CCAP s'appliquent indifféremment à tous les lots.

### **1.3. Représentation et signature des parties**

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation à l'autre partie.

**Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement au moment du dépôt des offres sont seules habilitées à les engager.**

**La personne physique engageant le titulaire, signataire de l'acte d'engagement au moment du dépôt des offres est seule habilitée à engager les co-traitants et les sous-traitants en tant que mandataire. Au sein du dépôt des offres, le signataire signe aussi la couverture du CCAP et du CCTP et en paraphe toutes les pages suivantes.**

## **1.4. Sous-traitance**

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur et aux délais usuels.

### **1.4.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article 2193-1 du Code de la Commande Publique (CCP), l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 10 ci-dessous.

### **1.4.2. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R. 2193-11 à R. 2193-13 du CCP, complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **1.5. Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables, telles que visées au CCTP de la présente consultation, étant celles en vigueur à la date de lancement de la consultation). Un changement de réglementation pourra permettre le réexamen des clauses du marché dans les conditions prévues à l'article 10 du présent CCAP.

Les rapports de prestations et d'analyses seront rendus en français.

Concernant le personnel d'exécution, les prestations sont effectuées sous la direction du titulaire qui doit se conformer strictement :

- aux prescriptions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes par lot pour l'exécution des prestations ;
- aux lois, décrets, arrêtés, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs en situation irrégulière ;

- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale ;
- à l'ensemble des consignes intérieures édictées par l'acheteur.

Le titulaire doit fournir la liste nominative des employés, ainsi que leur qualification, dans les 8 jours à compter de la date de notification du marché. Elle doit être tenue à jour et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition de l'équipe. Tout changement de personnel affecté à la réalisation du marché doit être communiqué à l'acheteur.

En cas d'indisponibilité du titulaire, l'acheteur peut prendre toute disposition nécessaire pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant de qualification équivalente et d'en communiquer le nom et les titres à l'acheteur dans un délai de 15 jours. Le titulaire assurera à ses frais la formation du remplaçant, destinée à la transmission des connaissances du projet nécessaires à son intervention.

Le titulaire est tenu d'informer l'acheteur du nom et des qualifications des agents chargés des prélèvements d'eau préalablement aux interventions de ces derniers. L'acheteur peut demander des preuves de la compétence des préleveurs en cours d'exécution de marché.

Les préleveurs sont soumis à l'approbation de l'acheteur.

L'acheteur est en droit de refuser ou de demander le retrait des agents chargés des prélèvements qui ne donneraient pas satisfaction dans l'exécution des prestations ou qui ne peuvent justifier d'une formation ou d'une compétence en matière de prélèvements pour chaque lot.

L'acheteur peut également demander le retrait de tout personnel qui ne se conforme pas aux dispositions du présent CCAP.

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelle que cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui peuvent être commis par ses agents.

## **1.6. Evolution technologique ou technique**

Le titulaire s'engage à informer sans délai l'acheteur de toute modification, en cours d'exécution du marché, de la portée de son agrément qui lui est délivré par le ministère chargé de la santé ou de son accréditation COFRAC, ainsi que celle de ses co-traitants et sous-traitants, conformément aux dispositions fixées par le référentiel d'analyses en vigueur

En cas d'évolution technologique ou de changement de technique, le titulaire a la possibilité, après accord de l'acheteur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet du marché par des prestations, notamment des analyses, jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, dans la limite des prix en vigueur.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle technologie ou technique se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ;
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne technologie ou technique est maintenu pour la nouvelle.

## **1.7.      Forme des notifications**

### **1.7.1.    *Notification des décisions***

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

### **1.7.2.    *Notifications par échanges dématérialisés ou supports électroniques***

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

#### a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG-PI. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

#### b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

#### c) En utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.



## **1.8. Dispositions générales :**

### **1.8.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1.8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1.8.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 5-3 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### **1.8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

#### a/ Désignation d'un représentant du titulaire :

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG-PI.

## **1.9. Caractéristiques du Marché :**

### **1.9.1. Procédure de Passation**

La présente consultation est passée selon une procédure formalisée en appel d'offres ouvert, menée en application des articles L.2124-1 à L.2124-2 et R.2124-1 à R.2124-2.1° du Code de la Commande Publique (CCP).

### **1.9.2. Forme du marché**

Il s'agit d'un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du Code de la Commande Publique (CCP).

Il se réfère au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, paru au Journal Officiel de la République française du 1<sup>er</sup> avril 2021.

Chaque lot est un marché. Il s'agit d'un marché ordinaire conclut à prix global et forfaitaire.

## **1.10. Référence à la nomenclature communautaire – CPV**

### **Lots 1 à 4**

**Code CPV :** [71900000-7](#) « Services de laboratoire »

### **Lot 5**

**Code CPV :** 90713000-8 « Services de conseil environnementaux »

## **1.11. Nantissement ou cession de créance**

Le marché peut être nanté conformément à l'article L. 2191-8 du CCP et dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 à R. 2191-47 et R. 2193-22 du CCP.

## 2. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives du marché — seul faisant foi l'exemplaire original unique conservé dans les archives de l'administration — sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) en un original non modifié, intégralement complété, daté et signé par une personne habilitée de plein droit à représenter la société (1 par lot) et ses annexes : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), annexe 1 (1 par lot); l'annexe à compléter uniquement en cas de groupement conjoint (1 par lot);
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à l'ensemble des lots dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A) et publié le 1er avril 2021 ;
- Le planning de réalisation des prestations faisant l'objet du marché, présenté par le titulaire à l'appui de son offre (1 par lot) ;
- L'offre technique du titulaire (pour le lot concerné) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de chaque lot du marché.

Sauf cas d'erreur manifeste, l'ordre de priorité des pièces constitutives – dont la liste déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI – prévaut en cas de contradiction dans le contenu de ces pièces.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG-PI, la notification du marché ne comporte que la copie de l'acte d'engagement (AE), ses annexes et le cas échéant, les documents de mise au point des composantes du marché.

## 3. Durée et délais d'exécution

### 3.1. Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée de 15 mois ferme. Il pourra être reconduit une fois de manière expresse pour une période de 15 mois sans que sa durée totale n'excède 30 mois.

### **3.2. Délais d'établissement des prestations et des documents**

Les délais d'établissement des livrables par étape sont indiqués dans le CCTP.

La transmission et la bancarisation des résultats ne pourra pas excéder 3 mois après la réception des échantillons.

La réception des livrables du lot 5 ne pourra excéder 1 mois après la transmission des résultats.

### **3.3. Support de remise des documents**

Les documents à remettre par le titulaire au cours d'exécution du marché sont remis sur le ou les supports suivants :

- Transmission par voie électronique, selon les conditions de l'acheteur.

Pour satisfaire à cette obligation tous les fichiers devront être compatibles avec les formats utilisés par l'acheteur.

## **4. Prix**

### **4.1. Unité monétaire**

Les prix sont établis en Euros (€).

### **4.2. Caractéristiques des prix**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sur service fait par application du DPGF et des sous détails de prix spécifiques à chaque lot.

### **4.3. Contenu des prix**

Les prix du marché sont hors TVA (pas de TVA à Mayotte) et sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations : objet du marché, notamment, réunions techniques, gestion des interfaces avec les autres lots, conditions d'accès aux stations de prélèvements, conditions d'expédition des échantillons prélevés, comités de pilotage tels que définis au CCTP.

Les prix de prélèvement sont établis hors taxes et toutes taxes comprises et réputés comprendre : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents à celle-ci. Ils doivent résulter d'une péréquation à l'échelle du département et être identiques quelle que soit la situation géographique des points de prélèvement dans le département pour la localisation des stations telle que spécifiée au CCTP et ses annexes.

Les prix d'analyse sont établis hors taxes et toutes taxes comprises et réputés comprendre pour les sous détails par groupe d'analyse : l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents à celle-ci et notamment : les frais liés aux observations, mesures et analyses de laboratoire, à l'expédition, au stockage, à la réception et prise en charge des

prélèvements au flaconnage, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au transport, à la transmission informatique et postale des données et au contrôle du titulaire du lot 5.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG PI, les précisions suivantes sont apportées :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Par dérogation à l'article 35 du CCAG PI relatif au régime des résultats, chaque prix du DPGF relatif à chaque livrable intègre la rémunération du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle, que cette cession soit exclusive ou non.

#### **4.4. Variation des prix**

Les prix du marché sont établis forfaitairement et à prix ferme pour la durée totale du marché.

#### **4.5. Clauses de financement et de sûreté**

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article A.11.1. du CCAG PI (option A), le montant de l'avance sera égal à 20.0 % du montant initial du marché (30% si PME), si la durée de son exécution est égale ou inférieure à un an. Si ce délai est supérieur à un an, ce montant sera multiplié par un coefficient réducteur égal au rapport  $12/N$ ,  $N$  étant la durée évaluée en mois.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers, dans les conditions des articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

L'acheteur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Les sûretés seront libérées à la fin de la résorption de l'avance.

#### **4.6. Retenue de garantie**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

### **5. Règlement des comptes**

#### **5.1. Transmission des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de marché 2024 2024 05 000A – Tranche ferme ou OPTION, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.
- l'intitulé précis des prestations réalisées
- le numéro de versement correspondant (versement 1, acompte 2 et/ou solde de l'étude)
- le cas échéant les prix unitaires hors TVA des prestations
- la date de la facture
- Pour les lots 1 à 4 la facture déposée avec l'attestation du service fait établie par le titulaire du lot 5 et validée par le MOA

Le respect de ces prescriptions conditionne le règlement des prestations. En cas de non-respect, l'acheteur retournera les factures au titulaire avec une demande de réémission au format adéquat.

## **5.2. Modalités de règlement du prix**

Les versements rémunèrent un service fait.

Les paiements seront effectués suivant les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif. Le règlement interviendra dans un délai de 30 jours maximum après réception et validation de la facture.

L'ordonnateur est le Directeur de la DEALM Mayotte monsieur Olivier Kremer.

Le comptable assignataire des paiements est la Direction régionale des Finances publiques de Mayotte.

Les acomptes et le solde du marché sont versés aux titulaires en fonction de l'état d'avancement des prestations selon l'échéancier suivant pour l'ensemble des lots :

- 10 % à l'issue de la phase de préparation et validation de l'ensemble des documents
- 10% à l'issue du premier trimestre de terrain et la remise de livrables suivants : l'ensemble des rapports de terrains, tableau de suivi des premières campagnes avec les fiches de renseignements, première livraison des bases de données bancarisées pour validation et vérification, au prorata des prestations effectivement programmées
- 25 % à l'issue de la moitié des campagnes réalisées et un bilan d'avancement pour lesquels les livrables suivants sont attendus : rapports intermédiaires (ensemble des rapports de terrains, tableau de suivi de campagnes avec les fiches de renseignements, livraison des bases de

données renseignée des résultats d'analyse reçus pour validation et vérification, au prorata des prestations effectivement programmées et réalisées.

- 25% à l'issue du 9<sup>ème</sup> mois de terrain correspondant au bilan d'avancement de marché pour lesquels les livrables suivants sont attendus : rapports intermédiaires (ensemble des rapports de terrains, tableau de suivi des campagnes réalisées avec les fiches de renseignements, première livraison des bases de données pour validation et vérification.
- 20% à l'issue des 12 mois de campagne et des travaux effectivement réalisés après présentation au lot 5 et au Comité de suivi du rapport final et de l'ensemble complet des données au format demandé. Un état de versement signé de la comptabilité de l'entreprise devra être fourni à la demande du solde et sera un préalable à l'instruction de l'opération de versement.
- Solde 10 % après validation par l'AMO et par le Comité de suivi du rapport final et de l'ensemble **complet** des données bancarisées au format demandé. Un état de versement signé de la comptabilité de l'entreprise devra être fourni à la demande du solde et sera un préalable à l'instruction de l'opération de versement.
- Exception pour les laboratoires d'analyse (**lot 2**) :
- Les services faits des analyses pourront être facturés à fréquence mensuelle à hauteur de 80% des quantités et résultats effectivement diffusées, appliqués au sous détail de prix. L'acheteur laisse libre choix au titulaire à condition de l'en informer dès la réunion de lancement.

Toute facture déposée sans validation préalable des livrables fera l'objet d'un rejet sous quinzaine par absence de service fait. Le délai de validation des livrables par la maîtrise d'ouvrage dépendra de la différence entre qualité attendue et qualité livrée.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

## **5.3. Demandes de paiement**

### **5.3.1. Demande de règlement**

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément aux articles 11.4 et 11.8 du CCAG applicable ainsi qu'à l'article "Demande de paiement" du présent document, par le titulaire, dans un délai de 45 jours à compter de chaque décision distincte de réception des prestations.

Le titulaire transmet le décompte correspondant au règlement partiel définitif qui comporte en outre les parties suivantes :

- un récapitulatif des acomptes perçus pour l'ensemble des prestations du marché objet du projet de décompte,



- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
- aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- au solde du règlement partiel définitif

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

### **5.3.2. Solde du marché**

La demande de paiement du solde est établie, conformément à l'article "Demande de paiement" du présent document et à l'article 11.7 du CCAG PI, par le titulaire :

- dans un délai de 45 jours à compter soit de la décision de validation des prestations soit de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif
- ou, par dérogation à l'article 11.7 du CCAG PI, dans un délai de 10 jours suivant la parution de l'index de référence permettant le calcul de la révision du solde ou de la révision définitive, si celle-ci est postérieure, en cas de marché révisable.

Lorsqu'il y a eu paiement de règlements partiels définitifs, le titulaire transmet un décompte pour solde qui comporte, deux parties :

- un récapitulatif des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du marché objet du projet de décompte,
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant : aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- au solde du marché le cas échéant.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement qui comporterait des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

## **5.4. Délai global de paiement**

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

En cas de retard de paiement (avances, règlements partiels définitifs ou solde), le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **5.5. Règlement en cas de cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée dans l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

## 6. Pénalités

Les documents à produire par le titulaire doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

### 6.1. Délais d'établissement des documents

Les délais d'établissement des livrables sont indiqués dans le CCTP, avec pour fin le dernier jour du mois visé. Les livrables sont précisés dans le CCTP. Les points de départ de délai de chaque partie de mission sont indiqués dans le CCTP, le premier du mois visé.

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG PI concernant la vérification, le titulaire n'a pas à aviser préalablement l'acheteur de la date à partir de laquelle les documents lui seront présentés. La date de livraison par le titulaire est celle du mail au MOA avec copie au titulaire du lot 5 en charge du suivi correspond à la date de démarrage de la vérification par le maître d'ouvrage.

### 6.2. Pénalités

Par dérogation au CCAG – PI (–Art 14.1.3) le montant des pénalités est plafonné à 20% du prix du marché correspondant à chaque lot.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Pénalités de retard : Il sera fait application de l'article 14.1 du CCAG PI pour les pénalités de retard d'exécution des prestations et des pénalités spécifiques suivantes.

#### Pénalités applicables sans mise en demeure préalable

- Retard dans la diffusion des documents et livrables à remettre
- 300€ par retard constaté + 50 € / j calendaire de retard. Absence à une réunion, sans excuse préalable : 500 € par absence constatée
- Absence de réponse et de communication exigées dans la gestion des interfaces entre chaque lot : 200 € / manquement constaté
- Manquement aux obligations environnementales et règles de sécurité (selon dispositions du CCAG PI et CCTP) : 300 € / manquement constaté.

## **7. Utilisation des résultats**

Il est entendu par « résultats » tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont livrés dans le cadre des prestations du marché, à l'exception des connaissances antérieures, conformément à l'article 32 du CCAG-PI.

### **7.1. Régime des droits**

Pour l'utilisation des résultats correspondant aux besoins exprimés dans le CCTP et dans le présent CCAP, le titulaire accorde à l'acheteur au titre de l'article 35 du CCAG-PI les droits suivants :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, y compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Pour les résultats qui sont des logiciels, les besoins d'utilisation comprennent en outre, la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre / open source.

### **7.2. Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique**

Le titulaire du marché cède à l'acheteur, sans rémunération supplémentaire, les droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats. Ainsi, il cède à titre non exclusif, pour le monde entier et pour toute la durée légale des droits d'auteur, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés à l'article 35 du CCAG PI, tels qu'applicables au marché.

Par ailleurs, conformément à l'article 35.2.1, le titulaire cède à titre exclusif les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur, de promouvoir l'acheteur et notamment ses missions de service public, ainsi que les résultats confidentiels.

### **7.3. Cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une**

## **sous-traitance**

Le titulaire du marché s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent le marché et lui permettant de rétrocéder ces droits à l'acheteur à l'issue du marché.

### **7.4. Droits du titulaire**

Le titulaire conserve la propriété de ses savoirs faire et méthodes utilisées pour réaliser les résultats.

De manière générale, le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

## **8. Arrêt de l'exécution des prestations**

Conformément à l'article 22 du CCAG PI, dans la mesure où des parties techniques sont prévues dans l'acte d'engagement, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune de ces parties techniques, sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution de toutes les prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du marché.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution de certaines des prestations au terme de chaque partie technique : de chaque ligne forfaitaire et/ou chaque unité du DPGF sans indemnité et sans pour autant que cela mette nécessairement fin à l'ensemble des autres parties techniques, points de prélèvements. La prestation sera payée au prorata des services réellement exécutés. En cas de doute sur la pertinence du prélèvement ou sa non-accessibilité, le prestataire doit avertir le MOA. En cas de défaut de conseil, avertissement préalable et de prélèvement non pertinent, le service fait et ceux en découlant (analyse, interprétation,) ne seront pas retenus.

## **9. Vérification et achèvement des prestations ou missions**

### **9.1. Vérification des prestations**

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, l'acheteur procédera à la vérification des documents produits par le titulaire dans le délai défini ci-dessous qui courent à compter de la date de remise de ces documents à l'acheteur :

3 semaines après remise de chaque livrable finalisé après intégration des remarques du conducteur d'étude puis du COPIL.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, l'acheteur n'a pas à informer le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications des éléments remis pour acceptation. L'absence de réponse de l'acheteur

dans les délais ci-dessus vaut acceptation des documents seulement si l'acheteur n'a pas justifié d'un besoin de délai supplémentaire par mail.

## **9.2. Validation des prestations**

En complément et sur la base des missions de contrôle confiées au titulaire du lot 5, l'acheteur se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer tous les contrôles qu'elle estime nécessaires concernant la qualité d'exécution des prestations et/ou livrables fournis par le(s) prestataire(s).

La validation de la prestation sera opérée par l'acheteur après rendu du rapport final, de l'intégralité des données demandées aux formats souhaités et des documents annexes préalables au versement du solde.

A l'issue des opérations de vérification, et dans les conditions définies dans le CCTP, si la prestation est jugée insatisfaisante, l'acheteur peut prononcer la réception, l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet des prestations.

L'acheteur dispose d'un mois, à compter de la réception des différents livrables, pour contrôler la prestation et s'opposer à la facturation des prestations. En l'absence de réponse de l'acheteur durant ce délai, les prestations correspondantes sont considérées valides. Cette validation permet d'attester du service fait qui engage ensuite le règlement du solde.

Si la DEALM Mayotte juge que les prestations peuvent être rendues conformes aux stipulations du marché moyennant certains compléments, améliorations ou mises au point, il prononce un ajournement motivé et assorti d'un délai de 15 jours pour présentation des observations par le titulaire. En cas de refus, de silence à l'expiration de ce délai, ou à défaut d'une nouvelle présentation des prestations, la DEALM Mayotte prononce soit la réception avec réfaction soit le rejet.

Après ajournement, l'acheteur dispose à nouveau du délai d'un mois pour procéder aux vérifications :

- Si l'acheteur juge que les prestations, sans satisfaire entièrement aux conditions du marché, peuvent être utilisées en l'état, elle notifie au titulaire une décision motivée de réfaction d'un montant déterminé. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations, passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de la DEALM Mayotte. En cas de présentation d'observations, la DEALM Mayotte dispose ensuite de 15 jours pour notifier une nouvelle décision sinon les observations sont réputées acceptées.

- Si l'acheteur juge que les prestations appellent des réserves sans pouvoir ne prononcer ni l'ajournement ni la réception avec réfaction, elle notifie une décision de rejet motivée. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations, passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de la DEALM Mayotte. En cas de présentation d'observations, la DEALM Mayotte dispose ensuite de 15 jours pour notifier une nouvelle décision sinon les observations sont réputées acceptées.

En cas de rejet, l'acheteur se réserve la possibilité de demander le remboursement des acomptes déjà perçus.

## **10. Assurances**

Le titulaire désigné dans le présent marché devra justifier dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il

encourt vis-à-vis des tiers et de la personne publique à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après la livraison ou l'exécution des prestations.

## **11. Clause de formation**

### **11.1. Clause sociale d'insertion**

Dans le cadre du soutien et de la promotion de l'Emploi et de l'insertion, le maître d'ouvrage s'est engagé dans une politique volontariste en faveur d'une économie plus responsable ancrée dans les territoires. Afin d'encourager les acteurs économiques à devenir plus solidaires, le maître d'ouvrage promeut les démarches en faveur de la responsabilité sociale, environnementale et économique en faveur de l'emploi des publics en difficulté.

Conformément à l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, ce marché comporte des clauses visant à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

### **11.2. Volume d'heures réservées**

Le titulaire s'engage pour l'exécution des prestations sur la durée totale d'exécution du présent marché à réaliser un volume d'heures minimum de 70 heures (soit 2 semaines) par an réservées à l'insertion, en Période de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP). Cette Période de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP) n'est pas rémunérée par le titulaire et ne peut excéder deux mois.

Pour les stages ou alternances la durée minimum à réaliser est de 280 heures (soit 2 mois) par an.

Le titulaire pourra proposer une période d'accueil plus importante au sein de son établissement.

### **11.3. Publics bénéficiaires concernés**

Le titulaire devra impérativement faire appel à une (des) personne(s) relevant des catégories suivantes pour les réalisations de la clause d'insertion, ces personnes devant demeurer affectées à l'exécution du présent marché pour être prise en compte au titre des clauses d'insertion. Les recrutements peuvent concerner tout type de poste selon les besoins de l'attributaire, et ceci, dans le respect des catégories d'éligibilité :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle emploi),
- les allocataires du RSA et les bénéficiaires de minima sociaux,
- les jeunes de moins de 26 ans de faible qualification c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP ou sortis du système scolaire,
- les jeunes titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur avec une expérience professionnelle de moins de 3 ans,
- les personnes étant encadrées dans une démarche de recherche de stage ou de contrat alternance,
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits au Pôle emploi depuis plus de 6 mois ,
- les personnes prises en charges dans le dispositif de l'insertion par l'activité économique (IAE),
- les personnes reconnues travailleurs handicapés au titre de la législation en vigueur.

En outre le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé.

Cette liste constitue une des conditions d'exécution du présent marché. L'éligibilité de ces personnes devra être vérifiée et validée par le facilitateur clauses sociales désigné ci-après, et ceci, avant le démarrage de l'action d'insertion.

Les mesures d'insertion n'ayant pas été validées formellement par le facilitateur clauses sociales ne pourront être prises en compte au titre de l'action d'insertion.

Une attention particulière sera portée par le facilitateur sur la mobilisation des publics féminins et des publics jeunes (notamment ceux habitant en QPV) dans le cadre notamment de la mise en action des objectifs de respect de l'égalité Femmes Hommes.

#### **11.4. Modalités de mise en œuvre**

Au-delà de l'exigence du volume horaire minimum, le maître d'ouvrage souhaite mettre en valeur la démarche qualitative attendue grâce au dispositif des clauses sociales, et la plus-value apportée au parcours des bénéficiaires de l'action d'insertion, qui, grâce à cette nouvelle expérience professionnelle, favorise leur employabilité et contribue au développement de leurs compétences professionnelles.

Ainsi cette clause doit permettre au(x) bénéficiaires, notamment féminin et /ou jeune, d'acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base non seulement des formations apportées (par l'entreprise ou par les opérateurs de l'insertion), du tutorat mis en place mais aussi des tâches confiées, leur niveau de difficulté pouvant évoluer au fur et à mesure de l'exécution du marché. Si une partie des prestations est sous-traitée, le titulaire du marché s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant, en proportion des prestations qui lui sont confiées. En tant que titulaire de ce présent marché, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion. Cette répartition devra être validée par le facilitateur dans un objectif de maintien de la qualité des parcours et de l'intérêt des bénéficiaires.

#### **11.5. Le contrôle de l'action d'insertion**

Pour contrôler l'exécution de la clause d'insertion, le titulaire doit transmettre tous les éléments justificatifs des heures de travail effectuées au titre des clauses sociales ainsi que les actions mise en œuvre au bénéfice des publics, selon les modalités définies en commun avec le facilitateur clauses sociales ci-dessus.

En cas de difficultés d'exécution, le titulaire de ce présent marché doit informer, le pouvoir adjudicateur des difficultés rencontrées pour exécuter son engagement d'insertion ou dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement pour quelle que raison que ce soit, par courrier avec accusé de réception.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur étudiera avec le prestataire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion. Si aucun moyen ne permet d'atteindre l'objectif d'insertion, ce constat doit être justifié par écrit et signé par le titulaire et transmis au facilitateur clauses sociales du pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect de ses engagements d'insertion, le pouvoir adjudicateur pourra procéder à la mise en place de sanction prévue à l'article 11.6. du CCAP.

#### **11.6. Pénalités pour non-respect des obligations d'insertion**

- Absence de prise de contact dans les 30 jours ouvrés suivant la notification du marché auprès du facilitateur désigné : 200 € par jour calendaire
- Défaut caractérisé d'information sur la mise en œuvre des heures de clause : 200€ par jour calendaire à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur

En cas de non-respect des attentes horaires définies dans l'acte d'engagement, pénalité de 30 € par heure non réalisée.

## **12. Clauses de réexamen**

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

### **12.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution**

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

### **12.2. Remplacement d'une partie technique par décision du maître d'ouvrage**

Dans le DPGF et le CCTP, sur demande du maître d'ouvrage ou situation dument justifiée le titulaire pourra proposer par mail à l'acheteur de modifier l'ampleur et le type de parties techniques. Suite à un accord de principe de l'acheteur, le titulaire transmet un mémoire justifiant de manière approfondie la pertinence de la modification et les incidences éventuelles sur les prix ainsi que l'impact



économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre initial du contrat. Cela fera l'objet d'une analyse de vérification de pertinence par l'acheteur. Cela pourra impliquer une modification du contrat sur décision unilatérale de l'acheteur en cas de désaccord avec le titulaire quant au montant de la modification.

## **13. Cession et changement de statut du titulaire**

### **13.1. Cession**

Toute cession partielle ou totale du marché, tout changement de titulaire doit donner lieu à un avenant pris par l'acheteur. Le titulaire doit donc informer l'établissement de tout changement préalablement à sa survenance et dans un délai raisonnable afin d'effectuer les formalités administratives qui s'imposent.

### **13.2. Changement de statut**

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à la personne publique ou son représentant tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché. S'il néglige de se conformer à cette disposition, les titulaires sont informés que la personne publique ou son représentant ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'Acte d'engagement, du fait des modifications intervenues au sein de la société et dont la personne publique ou son représentant n'aurait pas eu connaissance.

## **14. Résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies au chapitre 7 du CCAG - PI.

Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité forfaitaire de résiliation calculée en appliquant au montant initial HT, diminué du montant HT, non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

Résiliation pour faute du titulaire

L'acheteur pourra résilier le marché selon les dispositions des articles 36 et 39 du CCAG - PI.

Résiliation aux frais et risques du titulaire

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 41.5 du CCAG - PI, la notification du décompte de résiliation par l'acheteur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

## 15. Différends et litiges

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique

En cas de litige, le tribunal compétent est :

**Tribunal administratif de Mayotte**

**Les Hauts du Jardin du Collège**

**97600 Mamoudzou – Mayotte**

**Téléphone : 02 69 61 18 56**

**Téléphone (urgences) : 06 39 69 78 78**

**Télécopie : 02 69 61 18 62**

**Courriel : [greffe.ta-mayotte@juradm.fr](mailto:greffe.ta-mayotte@juradm.fr)**

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

## 16. Dérogations au CCAG-PI 2021 applicable

Liste des articles du CCAG PI 2021 auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

| Articles du CCAP  | Articles du CCAG - PI 2021 |
|---|----------------------------|
| L'article 2 du CCAP, déroge aux articles                  | 4.1 et 4.2.1 du CCAG       |
| L'article 4.3 dernier alinéa du CCAP , déroge à l'article | 35 du CCAG                 |
| L'article 5.3.2 du CCAP, déroge à l'article               | 11.7 du CCAG               |
| L'article 6 alinéa 2 du CCAP , déroge à l'article         | 14.1.3 du CCAG             |
| L'article 6.1 alinéa 2 du CCAP, déroge à l'article        | 28.4.2 du CCAG             |
| L'article 6.2 alinéa 1 du CCAP, déroge à l'article        | 14.1.3 du CCAG             |
| L'article 8 alinéa 3 du CCAP, déroge à l'article          | 22 du CCAG                 |
| L'article 9.1 alinéa 1 du CCAP, déroge à l'article        | 28.2 du CCAG               |
| L'article 9.1 alinéa 3 du CCAP, déroge à l'article        | 28.5 du CCAG               |
| L'article 14 du CCAP, déroge à l'article                  | 41.5 du CCAG               |